Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 131 (1986)

Heft: 6

Artikel: Pourquoi toujours parler d'apocalypse?

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344705

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pourquoi toujours parler d'apocalypse?*

En général, les groupes extrémistes ont l'habitude de philosopher et d'argumenter à l'emporte-pièce, en distinguant péremptoirement les bons et les mauvais, tout en refusant l'idée du consensus ou du compromis. Une telle attitude semble reposer pour l'essentiel sur des intentions politiques plus ou moins avouées qui visent à changer foncièrement les structures socio-politiques existantes, en s'en prenant aux fondements mêmes de nos institutions démocratiques. Il arrive que la protection civile soit elle aussi prise dans le collimateur d'une telle conception radicale des choses. On essaie de la présenter comme une institution inefficace et inutile, vouée à la faillite en cas de guerre – et cette guerre, de l'avis de ces gens-là, ne pourrait que déboucher sur l'engagement d'armes atomiques. Aussi, la protection civile ne serait que de la poudre au yeux et créerait un sentiment de sécurité illusoire. Tels sont également les propos que tiennent certains représentants de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (médecins pour la paix)**, dont quelques-uns se sont signalés par leur refus de servir dans la protection civile (cf. p. ex. reportage paru dans Die Weltwoche du 3 avril 1986 sous le titre «Warum ein Arzt auch den Zivilschutz verweigert - Bei Atomalarm Kragen hochstellen!».

Une image unilatérale de la menace

Conformément aux schémas colportés par des groupes extrémistes, l'image de la menace apparaît sous un jour particulièrement unilatéral. D'abord, il n'est évidemment question que de conflits armés, à l'exclusion des catastrophes naturelles et technologiques. Ensuite, pour ces milieux, la menace de la guerre ne peut prendre que la forme d'un holocauste atomique, donc d'un conflit nucléaire généralisé.

Une appréciation objective de la situation actuelle - tout comme l'analyse du passé récent - conduit à des images autres et différenciées de la menace. Certes, l'histoire enseigne qu'en dépit de tous les efforts de paix il arrive effectivement que des guerres se produisent. Aucun homme raisonnable ne niera aujourd'hui l'existence d'un danger permanent, plus ou moins latent, de guerre, même si personne ne la souhaite. Mais nul ne peut prévoir la nature et l'ampleur d'une future guerre éventuelle. Rien ne permet toutefois de supposer que celle-ci aboutirait inéluctablement à un conflit nucléaire généralisé, comme le prétendent les «médecins pour la paix». Depuis 1945, l'histoire ne montre-

^{*}Cet article de l'OFPC paraît également dans l'ASMZ.

^{**} Voir Revue Militaire Suisse, Nº 12/85.

t-elle pas précisément que c'est sans doute à la politique, si souvent décriée, de l'intimidation nucléaire que nous devons l'absence d'une guerre atomique mettant aux prises les deux superpuissances?

Par ailleurs, des considérations stratégiques s'opposent à un holocauste atomique. En effet, le but et l'intention d'un adversaire ne sauraient être l'anéantissement d'un pays, de sa population et de son infrastructure, en rendant son territoire inutilisable pendant des décennies. Sinon, l'agresseur perdrait le bénéfice escompté de sa conquête, tout en risquant des représailles. Or, peut-on concevoir que ce soit là le sens d'une guerre malheureusement toujours possible?

Une interprétation abusive de la fonction de la protection civile

Celui qui n'envisage que l'holocauste aura du mal à comprendre nos efforts classiques de défense et de protection.

Une guerre future, qu'on ne peut malheureusement exclure, pourrait avoir des formes multiples. Nos efforts de défense et de protection de la population entendent préserver notre liberté et notre autodétermination. Ainsi, de par sa conception et de par sa mission légale, la protection civile tend-elle «à protéger, à sauver et à secourir les personnes et à protéger les biens par des mesures destinées à prévenir ou à atténuer les conséquences de conflits armés (conventionnels,

chimiques ou nucléaries)» (article 1^{er} de la loi sur la protection civile). Elle s'emploie à rendre possible la survie. Il s'agit là d'une tâche humanitaire qui peut parfaitement être remplie dans la plupart des hypothèses de guerre. L'expérience comme aussi des études scientifiques montrent qu'en cas de guerre moderne – même si des armes de destruction de masse sont engagées –, une population non protégée subirait des pertes jusqu'à dix fois plus élevées qu'une population protégée.

La protection civile, telle que nous la comprenons en Suisse et que nous sommes en passe de la réaliser, répond au besoin humain fondamental de vivre et de survivre. La protection rassure et la sécurité est un élément de base de notre société, indépendamment du fait qu'une société protégée est moins vulnérable aux chantages quels qu'ils soient.

Des résultats probants

La protection civile est ancrée dans notre législation depuis une bonne vingtaine d'années. A juste titre, nous pouvons être fiers des résultats atteints durant cette courte période. Pour plus de 80 pour cent de la population, il existe aujourd'hui déjà des abris ventilés, construits selon les plus récentes connaissances techniques; 75 pour cent des personnes astreintes à servir dans la protection civile ont reçu leur formation de base. Si certaines lacunes doivent être encore comblées en ma-

tière d'instruction, d'organisation et d'équipement, la protection civile n'en est pas moins en mesure, aujourd'hui déjà, de remplir l'essentiel de sa mission. Ce sont là des faits. L'honnêteté intellectuelle exige que chacun en prenne connaissance.

Si la connaissance se rapporte à l'être, et si l'ignorance doit être rapportée au non être, il faut chercher pour milieu un milieu entre l'ignorance et la science... l'opinion.

PLATON